

Initiatives ministérielles

Même si le gouvernement du Québec, unanimement, a présenté une motion cet après-midi, à savoir que l'Assemblée nationale désapprouve vivement le projet de loi C-13 du gouvernement fédéral, Loi de mise en oeuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale, puisque contraire aux intérêts supérieurs du Québec et s'oppose à son adoption par le Parlement fédéral. Je n'arrive pas à comprendre comment des députés qui prétendent défendre les intérêts du Québec, particulièrement des députés conservateurs qui représentent le gouvernement fédéral, ne se sont pas levés cet après-midi pour dénoncer ce projet de loi qui va à l'encontre des intérêts du Québec, qui va à l'encontre du développement économique du Québec.

Alors, je demande à la députée qui vient de Vancouver qu'est-ce qu'elle pense de cette arrogance du gouvernement fédéral qui vient s'ingérer dans les affaires du Québec, quand le gouvernement fédéral sait très bien que le gouvernement du Québec peut très bien juger ce qui est bon ou mauvais pour l'environnement?

[Traduction]

Mme Hunter: Monsieur le Président, cela m'inquiète vivement de voir un député faire de la petite politique quand l'environnement de la planète est menacé, de voir qu'il cherche à marquer des points à l'Assemblée nationale du Québec quand la planète se meurt.

Les priorités de certaines personnes sont ahurissantes. Le fait que le gouvernement présente ce projet de loi est digne de louanges. Au lieu d'avoir le courage de rencontrer le ministre responsable des Affaires constitutionnelles ou encore les ministres de l'Environnement, les législateurs québécois préfèrent transmettre par communiqué leurs idées sur la restructuration de notre fédéralisme.

Je défie les députés du Québec de venir discuter avec nous. Venez nous expliquer ce que vous voulez. Cela ne me semble pas une requête déraisonnable. Non, ils ne veulent pas. Bien installés chez eux à Québec, ils décrètent ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. La mesure législative dont nous sommes saisis est cruciale. Elle n'est pas parfaite, mais elle est cruciale. Il semblerait, d'après leurs propos, que les députés du Bloc québécois veulent faire de la petite politique et tracer des cartes pour préserver l'environnement. On ne protège pas l'environnement de la planète en traçant des lignes sur un globe terrestre.

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, on ne fait pas de politique avec l'environnement. Ce que nous disons, nous du Bloc québécois, c'est que le Québec est capable de juger aussi bien que le gouvernement fédéral sur l'environnement, que le Québec est aussi capable de juger avec ses partenaires sur l'environnement, que ce soit les États-Unis, le reste du Canada, ou les Maritimes, ou l'Europe, ou le Brésil, comme elle le mentionne. Alors, je ne veux pas qu'on nous blâme de dire qu'on est contre l'environnement. Au contraire, on dit qu'on est aussi capable que le gouvernement fédéral, et que ça va aller beaucoup mieux et que ce serait beaucoup plus efficace.

[Traduction]

Mme Hunter: Qu'on ne se méprenne pas, je parle en faveur du Canada et je le vois dans le contexte mondial. À mon avis, le gouvernement fédéral a une responsabilité, et je veux qu'il joue un rôle de premier plan dans le domaine environnemental. C'est pour cette raison que, au sein du comité Beaudoin-Dobbie, j'ai travaillé d'arrache-pied pour qu'il conserve son pouvoir résiduel—celui qui concerne la paix, l'ordre et le bon gouvernement.

Nous formons un État, ce qui n'est pas le cas du Québec. Si celui-ci veut modifier l'entente, je verserai des larmes pour le Canada et pour le Québec, car cette décision fera mal au Québec, au Canada et au monde entier. Elle ne sera pas préjudiciable seulement pour l'environnement, mais aussi pour l'économie et pour notre réputation internationale.

Je pense sincèrement que le député fait de la politiciaille, dans tout ce qu'elle a de plus vil. On lui reprochera l'intérêt qu'il a montré pour la question environnementale, c'est-à-dire aucun.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, il me semble que le débat qui fait rage depuis un petit moment mérite un peu plus d'attention. Je croyais que tous ceux qui pensent correctement avaient pris conscience, depuis la publication du rapport Brundtland, que l'environnement n'est pas une chose qu'il est facile de circonscrire avec exactitude par des frontières nationales ou interprovinciales. Je trouve donc la position adoptée par le Bloc québécois très contestable et étonnante parce qu'il demande à tous les autres députés de faire comme si le sort de l'environnement au Québec n'était aucunement de leurs affaires.